

BURUNDI

LES ELECTIONS DE TOUS LES ESPOIRS

(Institut Panos Paris / Syfia Grands Lacs) A la veille des élections attendues depuis longtemps, la majorité des Burundais ne sont pas informés du déroulement du processus électoral. Pourtant, tous affirment qu'ils iront voter, espérant que leur pays accèdera ainsi à une nouvelle ère de paix et de prospérité.

Au Burundi, les élections sont désormais toutes proches. D'ici quelques semaines, les Burundais seront appelés à élire leurs responsables. Pourtant le pays n'est pas encore en campagne électorale et dans les collines, personne ou presque ne connaît la succession des scrutins qui vont démarrer.

Seuls les citadins les plus instruits suivent ce processus électoral. Dans la capitale, les associations sont déjà mobilisées. C'est le cas de la représentante légale du Collectif des Associations et Ongs Féminines du Burundi (CAFOB), Solange Habonimana : « *Les femmes burundaises sont mobilisées, non seulement pour participer activement à ces élections, mais aussi et surtout pour gagner les places que la loi fondamentale leur accorde, soit 30% de sièges au parlement* ». Son collectif a déjà commencé à organiser des ateliers de sensibilisation et de formation des femmes leaders parmi lesquelles se trouvent des candidates potentielles. Selon elle, d'autres rencontres sont organisées pour inciter les femmes membres des partis politiques à militer pour occuper des places utiles sur les listes de leurs partis respectifs. Se prononçant sur la procédure des listes bloquées, la représentante du CAFOB a souligné que son collectif n'approuve pas ce système et propose, à la place, des listes ouvertes. « *Il faut élire sur base de mérite* », a-t-elle insisté.

« *A celles qui ne sont pas membres des formations politiques, le CAFOB conseille de se faire élire individuellement et de soutenir celles qui se feront élire* », a précisé la représentante légale du CAFOB. Avec l'association des femmes juristes, le CAFOB a aussi proposé des amendements du code électoral et de la loi communale afin de rendre effective l'occupation, par les femmes, des places leur réservées.

Place aux jeunes

C'est le même son de cloche chez les jeunes, à en croire le président du Conseil National de la Jeunesse au Burundi (CNJB), Jean-Claude Ndiwokubwayo. Selon lui, les jeunes sont prêts à participer aux prochaines élections en tant qu'électeurs et candidats. Pour cela, le Conseil compte organiser 3 jours de formation et d'information afin de les préparer à ce processus. « *Nous interpellons la jeunesse à adopter une bonne conduite pendant la période électorale* », dit Jean-Claude Ndiwokubwayo. Cependant, le président de la CNJB souhaite que les jeunes soient représentés de façon active et déplore le fait que la loi ne précise rien sur la place réservée aux jeunes dans les institutions post électorales. « *C'est pour cela que les jeunes feront tout pour se tailler une place de choix dans les institutions* », déclare-t-il avec insistance.

Mis à part les intellectuels et les associations, la majeure partie de la population n'a aucune information sur ces scrutins, tout particulièrement celle qui réside dans les milieux les plus éloignés de la capitale. Bien qu'ils aient participé activement au référendum constitutionnel du 28 février 2005, les citoyens ignorent généralement le contenu de cette constitution.

Voter pour la paix

« *Nous ne savons rien sur les élections, car personne ne nous informe. Nous avons voté le référendum constitutionnel, mais nous ne savons pas ce qu'il contient* ». Tels sont les propos recueillis auprès des femmes commerçantes au centre ville de la province de Ngozi. Les diverses élections qui vont suivre ne sont pas mieux connues. Les jeunes gens rencontrés dans la rue à Bujumbura et à Ngozi, savent juste qu'il y aura des élections, mais n'en savent pas plus, « *les autorités locales et les politiciens ne sont pas venus nous expliquer et nous sensibiliser sur les élections* », disent-ils. C'est aussi le cas des déplacés de guerre installés à Vyegwa à 8 km de Ngozi, qui ignorent complètement le processus électoral en cours. Ce qui les préoccupe en premier est l'amélioration de leurs conditions de vie qui se dégradent de jour en jour. « *C'est pour la paix que nous avons voté* », clament-ils tout haut. Néanmoins, ils sont déterminés à aller aux urnes : « *Même si nous ne connaissons pas ces élections, nous irons voter si les autorités nous demandent d'y aller, car nous devons remplir notre devoir civique* ».

Selon le porte parole de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), M. l'abbé Astère Kana, la CENI ne dispose pas de moyens pour assurer l'information de la population : « *Nous avons compté sur l'administration qui servait de relais à la population, tout en étant proche de cette dernière* ». Mais le gouvernement n'a pas pu mobiliser son administration, faute de moyens et de personnel compétent. Jusqu'à présent, seuls les médias, en particulier les nombreuses radios privées du pays, ont selon lui informé la population pendant le vote du référendum constitutionnel. Cependant, même peu informés, les gens ont quand même voté. Les chiffres publiés par la CENI à la date du 1^{er} mars 2005 indiquent qu'une majorité des électeurs se sont déplacés aux urnes pour le référendum du 28 février et ont adopté la constitution à plus de 90%.

Pour la population, les élections à venir représentent un espoir de voir enfin le pays se redresser et leur situation économique s'améliorer. Les Burundais souhaitent avant tout le retour de la paix qui est leur aspiration la plus ardente. C'est aussi le souhait des intellectuels et de l'élite même s'ils manifestent une certaine inquiétude sur les dispositions du processus électoral. Pour tous, il faut que les élections aient lieu avant toute chose pour mettre fin, enfin, à ces années d'incertitude.

**Antoine Hasabumutima (Journal *Ndongezi* – Burundi)
JMV Ntaganira (Journal *Umuseso* – Rwanda)
Gypsie Oïssa (Journal *Uhuru* – RDC)**

DES SECOURS PLUTOT QUE DES SCRUTINS POUR LES DEPLACES DE VYEGWA

A 5 km du chef-lieu de la province de Ngozi, les déplacés de guerre de 1993 venus des collines voisines, ont trouvé un lieu de refuge à Vyegwa. Regroupés en 380 familles, ils ont bien d'autres préoccupations que les élections. En effet, ils vivent depuis des années dans des conditions difficiles et sont en proie à la faim comme une partie de la région. Cependant, certains retournent de temps en temps dans leur champ non loin pour cultiver leur terre sauf les Batwa qui manquent de terre.

Scolariser les enfants est difficile faute de moyens financiers ou même parce qu'ils n'ont pas de quoi mettre sous la dent. D'autres sont même chassés parce qu'ils ne disposent pas de matériel scolaire (cahiers, uniformes,...).

Les épidémies comme la malaria frappent ces populations déplacées de Vyegwa qui ont, dernièrement, perdu 8 des leurs. Le manque d'eau potable est l'une des causes favorisant la multiplication de ces épidémies. Certaines maisons ne sont couvertes que de chaume qui les protègent mal des intempéries. « *Les bienfaiteurs nous ont rassuré de nous amener des tôles, mais les autorités administratives ne nous ont rien donné et nos maisons se sont écroulées* », déclarent certains d'entre eux. Ils déplorent la manière dont ils sont traités par rapport à leurs frères qui se sont déplacés ailleurs et qui rentrent au bercail. Certains réfugiés pensent que la Commission Nationale de Réhabilitation des Sinistrés (CNRS) ne fait rien pour les assister alors qu'ils ont tant besoin d'aide.